



La Lettre d'information de l'UFICT-CGT Reims

Sauterie du 14 décembre à Delaune :

PAS INVITE et FIER DE NE PAS L'ÊTRE !

Le 14 décembre prochain, à 12h30 à Delaune, La Maire-Présidente invite (ou convoque) les cadres A dans leur majorité à un temps de rencontre autour d'un déjeuner.

Chère Madame, Cher Monsieur,

En cette fin d'année qui approche, j'ai le plaisir de vous inviter à participer à un temps de rencontre avec l'ensemble des responsables d'encadrement des deux collectivités, des élus délégués et de mon cabinet.

Ce moment convivial se déroulera autour d'un déjeuner le :

**lundi 14 décembre prochain, à 12 H 30
au stade Auguste Delaune (2ème étage).**

Dans l'attente de vous y retrouver.

Bien cordialement,

*Adeline HAZAN
Maire de Reims
Présidente de Reims Métropole*

Un certain nombre de cadres A (très peu) ne sont pas invités : il semble que ce serait ceux qui se seraient rendus coupables d'avoir tenu tête !

Je suis de ceux-là.

Que chacun se rassure tout de suite, pour être très clair également, puisque ce serait une décision du DG, et que la véritable raison de ce « moment convivial » serait de célébrer son départ, je ne m'y serais pas rendu !

Je suis à contrario plutôt fier que ma résistance à l'injustice et à ces vils procédés que nous avons subis (encore maintenant d'ailleurs), soient reconnus !

Par ailleurs, être aussi peu explicite sur le « moment convivial » pour assurer du monde à un pot de départ, relève tout de même d'une formidable tromperie.

Je sais que ce texte ne fera pas que des heureux et je m'attends encore à de nouvelles attaques, aussi basses que possibles.

Néanmoins, je tiens à affirmer que je reste « en résistance » au harcèlement moral et à la discrimination syndicale.

Je tiens à affirmer publiquement ma détermination à poursuivre la défense des intérêts généraux des personnels et du statut.

Je tiens également à affirmer que je continue à revendiquer un poste en relation avec mes compétences et mon grade.

Faut-il rappeler que le statut de 1984 est celui du fonctionnaire-citoyen : si nous avons des obligations dans le cadre de nos fonctions, il n'en demeure pas moins que nous sommes comme tout à chacun des citoyens avec notre liberté de penser et d'agir. Ce droit élémentaire est inscrit dans le statut, dans la constitution et ce n'est pas une charte locale qui pourrait nous l'ôter.

Je persiste donc et je signe.

Un cadre A fier d'être en résistance !

Jean-Claude SOYER

Le prochain CTP

Le prochain CTP est prévu le 21 janvier 2010.

Il nous est demandé de déposer nos questions (de plus en plus tôt) pour le 18 décembre.

Nous espérons qu'elles seront inscrites à l'ordre du jour et surtout que des réponses sérieuses soient apportées.

Si vous souhaitez que nous abordions un sujet en votre nom, faites nous le savoir rapidement.

Merci

d'avance

Fric et Foot

Alors que le gouvernement et le parlement viennent de décider de taxer les indemnités journalières en cas d'accident de travail, ils ont réinstauré l'exonération de charges sociales pour nos « chers » footballeurs. Pourtant ceux-ci profitent de la sécu dès qu'ils sont à l'arrêt. Et le montant de leurs indemnités en feraient rêver plus d'un ! (C'est également valable pour les sportifs professionnels)

Le billet d'humeur

Le chiffre de la honte : 10

10, c'est le nombre d'enfants qui meurent chaque ... minute dans le monde soit un total de 600 enfants par heure !

Ce constat désolant a été fait le 16 novembre lors du congrès de la FAO (organisme de l'ONU chargé de « libérer le monde de la faim ») qui s'est réuni à Rome.

Quelle plus éclatante condamnation d'un système économique, le capitalisme, dont on nous fait pourtant croire qu'il serait le seul possible.

Et le pire c'est que cette famine qui concerne un milliard d'individus n'est pas la conséquence d'un manque d'aliments dans le monde mais uniquement celle que seule la demande solvable est prise en compte par les capitalistes de l'agro-alimentaire qui préfèrent jeter ce qu'ils ne peuvent pas vendre plutôt que d'assurer une alimentation suffisante à chacun.

Evidemment, aucun dirigeant du G8, les pays les plus riches du monde, n'était présent pour ce congrès. Ils préfèrent sans nul doute passer leur temps avec leurs amis les banquiers à qui ils ont offert des dizaines de milliards pour les sauver d'une banqueroute générale dont ils étaient pourtant les responsables. Ce sont ces mêmes banquiers qui spéculent sur tout et n'importe quoi et notamment sur les matières premières agricoles ce qui a pour effet de faire monter leur prix et d'affamer encore davantage les pays pauvres et leur population.

Ce système économique démontre chaque jour sa faillite totale à gérer la société.

Alors certes, dans nos pays occidentaux « privilégiés », nous côtoyons nous aussi la misère au quotidien (SDF dans les rues, restos du cœur, secours populaire, ATD quart-monde...) mais beaucoup d'entre nous voient cela de loin.

Et pour assurer un semblant de prospérité dans ces pays « riches » et assurer la paix sociale en donnant l'illusion de la démocratie, les tenants du capital sèment la misère sur les 2/3 de la planète.

Comment continuer à accepter un système où la production n'est réglée que pour faire le maximum de profits quand le bon sens le plus élémentaire, sans même parler du simple sentiment d'humanisme, imposerait qu'elle soit régie dans l'unique objectif de satisfaire les besoins de la population.

En attendant on préfère dépenser des centaines de milliards pour des dépenses totalement inutiles telles que l'armement ou on remplit les poches d'actionnaires qui en veulent toujours davantage et ce quelques que puissent en être les conséquences pour l'humanité et les travailleurs qui sont surexploités pour faire un maximum de profits.

Et pendant ce temps on laisse de nombreux pays sans eau potable, sans école, sans accès aux soins et ce alors même que les connaissances techniques et scientifiques n'ont jamais été aussi avancées.

Alors oui, il est vraiment temps de mettre fin à ce système dément.

Les dernières CAP

La tenue des dernières CAP ont montré 2 choses : l'absence de considération du personnel et la collusion de FO avec la Municipalité au mépris du simple respect du statut et du déroulement de carrière des agents.

Aux personnels d'en tirer les conclusions. Gageons que ces mêmes « représentants du personnel » seront au premier rang pour « honorer » le DGS à l'occasion de son départ.

Pour notre part, nous ne pleurerons pas. Le bilan est trop lourd et laissera trop de traces indélébiles, trop de mal vivre, et beaucoup trop de collègues à la dérive !

Espérons simplement que malgré une arrivée dans une situation financière périlleuse, le nouveau DGS saura faire preuve d'écoute et d'humanisme.

Espérons qu'au contraire de son prédécesseur, ses premières déclarations ne seront pas contre le personnel.

Il n'y aurait pas d'argent !

Et pourtant ! D'un seul coup, on nous annonce la mobilisation de près de 80 millions d'Euros (répartis par tiers entre les 3 collectivités) pour financer l'installation à Reims de Sciences Pô sans que l'Etat n'y mette un sou et que dans le même temps on cherche à grappiller sur le dos des personnels (reprise de NBI par exemple).

Pendant ce temps là, l'Université n'a pas les moyens de fonctionner et l'Hôpital Public se meurt et risque de supprimer 500 emplois ... !